

Rebonds /Libération, jeudi 8 juillet 2004

Le débat à l'extrême gauche s'engage pour discuter de ses échecs électoraux.

Sortir des contradictions sur l'Europe

Par **Daniel Bensaïd** , philosophe (université Paris-VIII)

et

**Samuel Johsua** , professeur en sciences de l'éducation (université de Provence).  
Militants à la LCR.

Aux élections régionales et européennes, la gauche radicale (représentée par la LCR et LO) a enregistré un double revers indiscutable. Nous savions que les électorats ne s'ajoutent jamais complètement, mais nous mesurions aussi ce qu'aurait signifié la division de deux organisations qui s'étaient opposées à la politique sociale-libérale du gouvernement Jospin, aux réformes Raffarin, à la Constitution Giscard pour l'Europe. Nous visions ainsi à offrir une expression électorale aux luttes sociales opposées aux contre-réformes libérales et «sociales-libérales» ; à faire échec à la logique institutionnelle présidentialisée et à apporter la preuve qu'il y a une vie à gauche hors de l'emprise hégémonique du PS sur des alliés réduits à une position subalterne.

Ces objectifs n'ont pas été atteints. La LCR engage un vaste débat pour en discuter. Les éléments explicatifs principaux sont à notre avis les suivants : le traumatisme toujours actif du 21 avril 2002 qui alimente le réflexe d'un vote du moindre mal ; l'effet des réformes du mode de scrutin régional et européen visant à lamener les formations minoritaires et à les exclure de toute représentation ; une situation où une droite illégitime et brutale impose ses réformes régressives en dépit des grandes mobilisations sur les retraites et sur l'école du printemps 2003 : bon nombre de salariés sont tentés de miser sans grande conviction sur une nouvelle alternance électorale (si lointaine et incertaine soit-elle) plutôt que sur une nouvelle épreuve de force sociale, telle qu'appelée de leurs vœux par nos listes.

Malgré la faible participation électorale qui relativise le sens du vote socialiste, le résultat a une logique propre. Le PS reprend la main à gauche, du moins pour l'immédiat, avec une hégémonie renforcée sur ses alliés. Il le fait en durcissant son discours, mais sans aucune analyse critique de sa défaite de 2002.

Mais le facteur sonne toujours deux fois ! Et les éléments d'instabilité demeurent puissants.

Les défaites cinglantes de la droite et le fiasco du grand parti présidentiel UMP accroissent la mise en cause de la légitimité du régime et des institutions de la Ve République.

Le résultat des élections en Europe rend problématique la ratification populaire du traité constitutionnel européen en dépit des compromis laborieux entre gouvernements. Il peut en résulter une crise majeure du projet libéral européen lui-même.

Enfin, le PS accumule les contradictions en s'efforçant de reconquérir une partie de l'électorat populaire perdu. «Et maintenant, l'Europe sociale ?» : en une semaine ce slogan est venu se briser sur l'adoption du très libéral traité constitutionnel qui interdit explicitement une évolution de ce genre.

Ainsi, les succès électoraux du PS apparaissent comme un vote tout aussi protestataire que celui dont ses dirigeants faisaient reproche à l'extrême gauche, et non comme l'adhésion à un projet soigneusement tenu dans les limbes. Pour passer de la rhétorique sociale de circonstance à un engagement effectif, il faudrait ramener dans un grand service public européen une large part des secteurs privatisés depuis vingt ans par les gouvernements de gauche eux-mêmes, reprendre le contrôle politique de l'outil monétaire sans lequel il n'y a guère de programme ambitieux d'emploi, établir une fiscalité européenne fortement redistributive, se libérer du carcan du Pacte de stabilité pour relancer la consommation ; bref, faire exactement le contraire des politiques suivies depuis vingt ans par les gauches libérales et poursuivies aujourd'hui avec zèle par Tony Blair ou Gerhard Schröder. Nous verrons à l'approche de 2007 les envolées de tribune se diluer dans le réalisme gestionnaire d'une candidature Strauss-Kahn ou Fabius.

Quant aux Verts et au PC, qui entendent s'inscrire dans l'espace virtuel d'une gauche plurielle II, s'ils veulent sauver en 2007 quelques sièges parlementaires et quelques municipalités, ils auront les plus grandes difficultés à ne pas rallier une candidature présidentielle unique du Parti socialiste dès le premier tour, sous peine de se voir accuser de répéter le scénario de 2002. Ainsi le veut la logique du cycle sans fin des alternances sans alternative.

Certains commentateurs ont voulu voir dans l'analyse lucide de nos scores électoraux l'annonce d'un tournant historique vers l'acceptation de responsabilités institutionnelles. Si nouveauté il y a, elle n'est pas là. Il y a bien longtemps que nous affirmons, contre les illusions d'un mouvement social qui se suffirait à lui-même ou se cantonnerait au rôle de groupe de pression, qu'un débouché politique aux luttes est nécessaire, y compris en termes gouvernementaux. C'est le sens de notre exigence d'un gouvernement aussi fidèle aux intérêts du monde du travail que la droite l'est à ceux du Medef et du capital. Cela suppose de faire primer les besoins sociaux sur les profits, et de rompre avec le droit despotique à gouverner le monde que confère la propriété du capital.

Dans l'état actuel des choses, une telle formule demeure algébrique. C'est que les conditions de sa traduction arithmétique ne sont pas réunies. La tâche des années à venir consiste précisément à les faire mûrir.

C'est d'abord une question d'engagement sur un mandat précis pour un changement radical de politique : une défense active de l'emploi et des services publics, la lutte pour l'interdiction des licenciements, pour l'égalité des droits ; une refondation sociale et démocratique en Europe comme en France (passant par la remise en cause des fondements de la Ve République) ; une opposition résolue au nouveau militarisme impérialiste et aux expéditions de guerre néocoloniale. Pour clarifier notre contribution à une alternative sur ces grandes questions (analyses de la marche du monde, contenus principaux d'une politique anticapitaliste, grandes questions stratégiques), la LCR a engagé un processus d'élaboration d'un manifeste qui devrait aboutir à un document public dès le début de l'année prochaine.

C'est ensuite une question d'expérience pratique et non de discours dominicaux. Il faut juger les forces sociales et politiques engagées dans la lutte contre Raffarin à leurs actes. Le soutien indéfectible de Cohn-Bendit, porte-parole des Verts, à la Constitution européenne, le tour de force des dirigeants du PS, qui ont réussi lors des Européennes à garder le silence sur ce projet, leur refus de discuter des propositions communes au PC, aux Verts et à la LCR sur la réforme de l'assurance maladie, indiquent où peut conduire ce test pratique dans l'état actuel des choses. Enfin, les alliances sont indissociablement affaire de contenus clairs et de rapports de force susceptibles de garantir d'éventuels changements sociaux. Les logiques politiques demeurent antagoniques entre cette gauche qui n'a prouvé jusqu'à présent que sa détermination à gérer loyalement les affaires de la bourgeoisie, et une gauche... de gauche, qui comprend qu'aucune avancée n'est possible sans une autre répartition des richesses et la remise en cause de la toute-puissance des actionnaires.

Nos vies valent plus que leurs profits. Nous sommes prêts à tout moment à l'unité d'action la plus large sur des objectifs sociaux comme la défense du service public de La Poste ou de l'électricité, comme la défense d'un système de Sécurité sociale par répartition, contre toute ouverture aux appétits du capital spéculatif. On ne voit pas en revanche comment sur une telle perspective Besancenot et Strauss-Kahn pourraient gouverner ensemble. Sur cette question, toute la gauche politique et sociale est confrontée à un choix de fond. Notre réponse est claire. Personne, et singulièrement pas le Parti communiste, ne pourra éviter indéfiniment d'y répondre tout aussi clairement.